

Contre l'austérité, pour l'emploi et la solidarité en Europe !

*Les organisations syndicales CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA ont décidé de contribuer au succès de la journée européenne de mobilisation du **mercredi 14 novembre**, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (C.E.S.).*

Aujourd'hui, les politiques d'austérité plongent l'Europe dans le chômage, la précarité, la récession économique. Dans de nombreux pays, ce sont les salariés qui subissent de graves remises en cause de leur salaire, retraite, protection sociale, conditions de travail. En France, l'adoption par le parlement du Traité de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance (TSCG) et de la fameuse «**règle d'or**» imposeront, dès janvier, de nouvelles contraintes qui se traduiront par de nouvelles coupes dans les budgets sociaux.

Le nombre de chômeurs ne cesse de croître depuis 17 mois, avec une hausse record en septembre. Les plans de licenciements se multiplient. La précarité s'accroît, des millions de salariés n'accèdent à l'emploi qu'en CDD pour des durées de plus en plus courtes. 11 millions de personnes sont touchées par l'exclusion ou la pauvreté dont de nombreux retraités. Les salaires dans le privé et le public stagnent.

En matraquant le thème «du coût du travail», le patronat cherche à faire oublier l'essentiel : Que les banques et les grands groupes affichent des bénéfices importants, alors que la désintégration des filières industrielles, le chômage et la précarisation se poursuivent en Europe. En écho à la revendication du MEDEF, le gouvernement étudie différents scénarios, au nom de la compétitivité, pour transférer une partie des cotisations sociales sur la CSG notamment. Vingt, trente ou quarante milliards représentant une part du salaire socialisé payées par les entreprises pourraient être transférés vers les ménages consommateurs ou contribuables.

Les violences sociales infligées aux travailleurs notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits et acquis sociaux. Cette situation est insupportable et menace la construction européenne elle-même.

L'Europe doit bâtir ses politiques sur la solidarité et garantir les moyens du progrès social. **La journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir**, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes. Cela implique :

- Des mesures de relance au plan européen afin de renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.
- Une véritable coordination des politiques économiques et des mesures de solidarité concrètes avec les pays les plus en difficulté en intégrant systématiquement la dimension sociale aux décisions européennes.
- La négociation d'un « Contrat social » revendiqué par la CES au niveau européen, incluant des mesures mettant fin à la concurrence sociale entre les Etats, en instaurant des standards sociaux européens, en particulier un salaire minimum dans chaque pays.

**Débrayons et retrouvons-nous aux Lilas
pour participer à la journée d'action européenne
du mercredi 14 novembre :
13 h devant la mairie des Lilas**